



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES

Commun à tous les lots
C.C.A.P

**REHABILITATION DU BUREAU DES ENTREES ET
RAFRAÎCHISSEMENT DU HALL D'ACCUEIL DU CENTRE
HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE (CHUM)**

N° de consultation : DCE-2025-ATECK-049-GVL

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION	4
1.2.1. Lots	4
1.2.2. Tranches.....	4
1.2.3. Phases techniques	4
1.3 – TYPE DE CONTRAT	5
1.4 - DUREE DU CONTRAT	5
1.5 - INTERVENANTS	5
1.5.1. Maîtrise d’ouvrage	5
1.5.2. Maîtrise d’œuvre.....	5
1.5.3. Contrôle technique.....	6
1.5.4. Coordination sécurité et protection de la santé	6
1.5.5. Ordonnancement, pilotage et coordination	6
Article 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
Article 3 – SOUS-TRAITANCE	6
3.1. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	6
3.2. GESTION DES SOUS-TRAITANCES.....	7
Article 4 – DELAIS D’EXECUTION.....	7
4.1. DELAIS APPLICABLES.....	7
4.1.1. Délais contractuels du lot n°1	7
4.1.2. Délais contractuels du lot n°2	8
4.1.3. Délais contractuels du lot n°3	8
4.1.4. Calendrier détaillé d’exécution	8
4.2. PROLONGATION DES DELAIS.....	9
4.3. AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	9
Article 5 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	9
5.1. CONFIDENTIALITE.....	9
5.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
5.3. SECURITE.....	10
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	10
6.1. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE.....	10
6.2. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.....	11
Article 7 – ASSURANCES.....	11

Article 8 – PRIX	12
8.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	12
8.2. VARIATION DES PRIX	12
8.4. APPLICATION DE LA T.V.A.	13
Article 9 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
9.1. AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT	14
9.2. GARANTIES FINANCIERES	15
Article 10 – REGLEMENT DES COMPTES	15
10.1. DELAI DE PAIEMENT	15
10.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
10.3. ACOMPTES ET REGLEMENT	16
Article 11 – PENALITES	17
Article 12 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX.....	18
12.1. PROVENANCE DES MATERIAUX	18
12.2. PIQUETAGE GENERAL	18
12.3. PREPARATION DES TRAVAUX.....	19
12.4. PLANS D’EXECUTION – NOTES DE CALCUL	20
12.5. CONTRÔLE ET COORDINATION DES TRAVAUX – REUNIONS DE CHANTIER.....	20
12.6.4. Documents fournis après exécution	20
12.6.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	20
Article 13 – RECEPTION ET GARANTIES.....	20
13.1. RECEPTION	20
13.2. ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES	21
13.3. GARANTIES.....	21
Article 14 – RESILIATION DU MARCHE	21
Article 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	21
Article 16 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES.....	21
Article 17 – PROCEDURES DE RECOURS.....	22
Article 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	22

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un marché public relatif à des **travaux de réhabilitation du bureau des entrées et rafraîchissement du hall d'accueil** du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM).

Les principaux travaux demandés sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi qu'à la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) de chaque lot.

1.2 - DECOMPOSITION

1.2.1. LOTS

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la commande publique (CCP), la consultation a été divisée en **trois (3) lots** techniques :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Démolition / Gros œuvre – Menuiserie – Cloisons / Faux-plafonds – Agencement mobilier – Revêtement de sols et murs – Peinture / Signalétique
2	Climatisation / Ventilation
3	Electricité CFO / CFA

1.2.2. TRANCHES

Conformément aux articles R.2113-4 à 6 du CCP, chaque lot comporte des tranches :

- **Tranche ferme : Zone A et Zone B**, telles que définies au CCTP de chaque lot
- **Tranche optionnelle : Zone C**, telle que définie au CCTP de chaque lot

1.2.3. PHASES TECHNIQUES

Chaque lot est également décomposé en plusieurs phases :

- **Phase n°1** : Zone B, telle que définie au CCTP de chaque lot
- **Phase n°2** – Zone A, telle que définie au CCTP de chaque lot
- **Phase n°3** – Zone C, telle que définie au CCTP de chaque lot

Les phases techniques seront exécutées de manière continue, sans interruption dans le temps.

Ordre de déroulement des phases en fonction des lots :

Chaque phase débute par l'intervention du titulaire du lot n°1 et s'enchaîne pas l'intervention des titulaires des lots n°2 et n°3, de manière simultanée.

Activation de chaque phase en fonction des lots :

Pour chaque lot, la notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation de la phase n°1 (incluse dans la tranche ferme).

La phase n°2 (incluse dans la tranche ferme) et la phase n°3 (incluse dans la tranche optionnelle) seront activées par un ordre de service spécifique prescrivant le démarrage des travaux de la phase concernée.

Etant précisé que concernant la phase n°3, une décision préalable d'affermissement de la tranche optionnelle devra avoir lieu.

Précision pour l'ensemble des lots :

La tranche optionnelle sera affermée dans un délai maximal d'un (1) an à compter de la notification de chaque lot.

Le non-affermissement de la tranche optionnelle n'ouvrira droit à aucune indemnité.

1.3 – TYPE DE CONTRAT

Chaque lot constitue un **marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire**.

1.4 - DUREE DU CONTRAT

Le marché débute à compter de sa notification au titulaire, valant ordre de service de démarrage de la période de préparation de la phase n°1 (tranche ferme), et s'achèvera au terme de la fin de la période de la garantie de parfait achèvement de la phase n°2.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle (phase n°3), le marché s'achèvera au terme de la fin de la période de la garantie de parfait achèvement de la phase n°3.

1.5 - INTERVENANTS

1.5.1. MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le **CHU de Martinique** (CHUM) représenté par la Direction des services techniques, travaux et politique hôtelière.

1.5.2. MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le groupement **CS ARCHITECTURE – GENARCHI ARCHITECTES – FI INGENIERIE – IB CONSULT**.

1.5.3. CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique :
SOCOTEC CONSTRUCTION.

1.5.4. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur SPS :
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

1.5.5. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur OPC qui sera désigné ultérieurement.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné et ses annexes ;
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) après validation des quantités par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le planning détaillé d'exécution du chantier validé et rendu contractuel lors de la période de préparation ;
- L'offre technique du titulaire.

Pièce générale :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Les documentations techniques applicables aux travaux du présent marché et dont la liste, sans être exhaustive, figure aux CCTP.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

3.1. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du CCP.

Conformément à l'article L.2193-3 du CCP, le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations **qu'à condition d'avoir obtenu du CHUM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.**

Pour chaque sous-traitant présenté lors de l'exécution du présent contrat, le Titulaire doit adresser contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- un acte spécial signé par le sous-traitant et le Titulaire, en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, des Finances (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>),
- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du CCP,
- les justificatifs prouvant que le sous-traitant dispose des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour exécuter les prestations sous-traitées.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par l'acheteur, le titulaire et le sous-traitant et notifié au titulaire.

Aucune intervention ne peut avoir lieu sur le chantier sans une validation préalable des sous-traitants du titulaire par le C.H.U.M.

3.2. GESTION DES SOUS-TRAITANCES

En cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire met en place les actions suivantes :

- Accueil des sous-traitants,
- Plan de prévention évaluation des risques,
- Validation des habilitations,
- Méthode de contrôle de la prestation, validation des travaux réalisés,
- Processus de facturation des travaux réalisés,

Sur simple demande, le titulaire devra transmettre au représentant du CHUM le ou les contrats de sous-traitance et ce, dans un délai maximal de 7 jours ouvrés.

Il est rappelé que le pilotage des sous-traitants agréés relève de la seule compétence du titulaire (tant sur la partie administrative que sur la partie technique).

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION

4.1. DELAIS APPLICABLES

4.1.1. DELAIS CONTRACTUELS DU LOT N°1

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation de la phase n°1 (tranche ferme).

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, aucun ordre de service spécifique ne sera notifié pour le démarrage des travaux.

Concernant les phases n°2 et n°3, elles seront déclenchées par ordres de service prescrivant le démarrage des travaux de chaque phase dont la date sera fixée dans ledit ordre de service.

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés sur la base du calendrier détaillé d'exécution qui sera précisément défini par le maître d'œuvre pendant la période de préparation du marché et validé par la maîtrise d'ouvrage et l'entrepreneur.

4.1.2. DELAIS CONTRACTUELS DU LOT N°2

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation de la phase n°1 (tranche ferme).

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, aucun ordre de service spécifique ne sera notifié pour le démarrage des travaux.

Concernant les phases n°2 et n°3, elles seront déclenchées par ordres de service prescrivant le démarrage des travaux de chaque phase dont la date sera fixée dans ledit ordre de service.

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés sur la base du calendrier détaillé d'exécution qui sera précisément défini par le maître d'œuvre pendant la période de préparation du marché et validé par la maîtrise d'ouvrage et l'entrepreneur.

4.1.3. DELAIS CONTRACTUELS DU LOT N°3

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation de la phase n°1 (tranche ferme).

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, aucun ordre de service spécifique ne sera notifié pour le démarrage des travaux.

Concernant les phases n°2 et n°3, elles seront déclenchées par ordres de service prescrivant le démarrage des travaux de chaque phase dont la date sera fixée dans ledit ordre de service.

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés sur la base du calendrier détaillé d'exécution qui sera précisément défini par le maître d'œuvre pendant la période de préparation du marché et validé par la maîtrise d'ouvrage et l'entrepreneur.

4.1.4. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots dans le respect des délais plafonds définis à l'article précédent.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution (par phase) qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux phases d'interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Ce calendrier devient **contractuel** dès approbation du maître d'ouvrage et **fait foi pour la vérification du respect des délais d'exécution par le titulaire ainsi que pour l'application des pénalités.**

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier initial éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs et s'impose à eux.

4.2. PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G-Travaux.

Les prolongations de délais prévues par le CCAG-Travaux liées à des circonstances particulières (changement du montant des travaux, difficultés imprévues, ajournement, retard dans l'exécution préalable d'opérations préliminaires) sont régies par ces articles.

4.3. AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il sera fait application de l'article 53 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG-Travaux, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire du fait d'un éventuel ajournement.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE

5.1. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du CHUM, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le CHUM ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché. Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par le CHUM restent la propriété du CHUM et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par le CHUM à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part du CHUM.

5.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-Travaux.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

5.3. SECURITE

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations relatives à la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'à son personnel découlant de l'ensemble de la réglementation applicable au présent contrat et dont les spécificités sont détaillées au CCTP.

Par ailleurs, les articles 5.3 et 5.4 du CCAG-Travaux sont applicables.

Le titulaire est réputé connaître les lieux et les mesures spécifiques relatives à la sécurité applicables dans le cadre du présent contrat. A ce titre, il ne peut prétendre ni à la prolongation d'un délai d'exécution ni à indemnité.

ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

6.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre employée et aux conditions de travail du pays.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

6.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG-Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

En complément, l'évacuation des déchets liés aux travaux y compris des déchets amiantés dans le respect de la réglementation concernant l'environnement incombe au titulaire.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Lors de l'attribution, le titulaire aura fourni une attestation **d'assurance responsabilité civile et risques professionnels** justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et, que sa police contient les garanties nécessaires en rapport avec les travaux objet du présent contrat (notamment couvrant les risques relatifs aux **dommages aux tiers et aux biens** de quelle que nature que ce soit).

Il doit être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du CHUM en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Le Titulaire assume les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur, notamment les responsabilités et garanties édictées par le Code civil : articles 1231-1, 1240 et suivants. Les montants minimums d'assurance devront couvrir le montant du marché.

La garantie des dommages causés aux tiers qui pèse sur le titulaire couvre l'ensemble des dommages dont la survenance est apparue en cours d'exécution du contrat. Pour les dommages aux biens, la garantie souscrite devra s'appliquer à l'ensemble des existants et des biens meubles.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le titulaire devra, à chaque reconduction de son contrat d'assurance, fournir au CHUM, un exemplaire de ce document dans les dix jours.

Sauf cas de faute lourde commise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du contrat peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à ses biens, soit à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, le titulaire renonce à tout recours contre le CHUM et ses assureurs.

Le titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, y compris de ses sous-traitants, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, quelles qu'en soient les victimes,

Le Titulaire, a à sa charge la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire pour toutes réclamations du maître d'ouvrage.

Le titulaire du lot n°1 devra également souscrire une assurance décennale, fournie dès sa candidature au marché, conformément aux prescriptions du CCTP.

Le titulaire devra, à chaque reconduction de son contrat d'assurance, fournir au CHUM, un exemplaire de ce document dans les dix jours.

ARTICLE 8 – PRIX

8.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prix du marché sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le marché est conclu en euros.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

En complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix comprennent tous les frais afférents à l'exécution des travaux notamment les frais de déplacement/restauration/hébergement des techniciens, présence aux réunions, EPI/mesures de sécurité, coûts liés à l'approvisionnement des matériaux/équipements, remise des divers livrables mentionnés au CCTP, frais liés aux assurances...

Les prix tiennent également compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de la coordination entre les différents intervenants aux travaux ;
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services et équipements publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des caractéristiques et de la configuration des lieux et des contraintes d'accès au chantier ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des contraintes de gestion des exploitants de réseaux.

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

Les prix du présent marché seront traités à **prix global et forfaitaire** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) repris à l'Acte d'engagement du lot concerné.

En cas de groupement d'entreprise, les prix comprennent l'ensemble des charges résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle effectuées par le mandataire ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

8.2. VARIATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont **fermes pour la tranche ferme** et **actualisables pour la tranche optionnelle** qui serait affermie plus de 3 mois après la date limite de remise des offres (M0).

L'actualisation des prix se fera selon les modalités suivantes :

La formule retenue pour l'actualisation des prix est la suivante :

$$P = P0 \times [Im-3/I0]$$

Dans laquelle :

P : prix actualisé hors taxes

P0 : prix initial du marché hors taxes

Im-3 : index ou indice du mois correspondant à la date de début d'exécution des travaux de la tranche concernée moins 3 mois

I0 : Indice du mois de fixation du prix dans l'offre

Les indices I retenus sont les suivants :

Lot	Index	Désignation
1	BT 01	Bâtiment tous corps d'état
2	BT 41	Ventilation et conditionnement d'air
3	BT 47	Electricité

Le titulaire devra transmettre tous les justificatifs nécessaires (notamment la valeur des indices) à l'application de l'actualisation.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du CCP.

Clause de sauvegarde : si la révision prix, effectuée comme décrite ci-dessus, aboutit à une augmentation moyenne des prix supérieure ou égale à 8 %, le pouvoir adjudicateur et le titulaire engageront des négociations afin de rendre cette augmentation acceptable par les deux parties, soit avec le choix d'un nouvel indice sur lequel baser la révision des prix, soit par la limitation des effets de la révision). En cas d'échec dans la conclusion d'un accord amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

8.4. APPLICATION DE LA T.V.A.

Le taux de la T.V.A. à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur (8,5% en vigueur en Martinique).

ARTICLE 9 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1. AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT

Il est fait application de l'option B du CCAG-Travaux.

Conformément aux dispositions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'engagement, pour chaque tranche affermie du marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant de la tranche concernée figurant à l'Acte d'engagement, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire ou un sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux exécutés par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du CCP.

En cas de groupement solidaire, le paiement de l'avance est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de groupement conjoint, les dispositions du présent article s'appliquent à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements annexée à l'acte d'engagement.

9.2. GARANTIES FINANCIERES

Si le titulaire ne refuse pas le versement de l'avance, ce versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, qui porte sur le montant total de l'avance, conformément à l'article R. 2191-7 du CCP.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 50 jours. Le pouvoir adjudicateur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance sera soumis à la même obligation.

9.3. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % du montant total de chaque tranche affermie (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R. 2191-34 à R. 2191-42 du CCP.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES COMPTES

10.1. DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de cinquante (50) jours au maximum à compter de la date de réception de la facture sur Chorus Pro.

Le défaut de paiement dans ce délai entraînera le versement d'intérêts moratoires. Le taux de calcul de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40,00 euros.

10.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Il est précisé que :

1. Les factures sont à faire valider par le maître d'œuvre,

2. Suite à la validation du maître d'œuvre, le titulaire reçoit le bon de réception valant attestation de service fait signé du chargé d'opération du CHUM,

3. Le bon de réception signé du CHUM est joint à la facture validée par le maître d'œuvre ; à déposer via CHORUS PRO.

NB : La facture finale ou DGD n'est validée qu'après PV de réception (sans réserve) validé par le maître d'œuvre.

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/. **Le titulaire dispose d'informations utiles en annexes n°1 et 2 au présent CCAP relatives à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO.**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-Travaux, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de l'émetteur ;
- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des travaux ;
- La nature des travaux exécutés (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix forfaitaire ;
- Le montant des travaux exécutés HT et TTC avec mention du montant de TVA appliqué ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ;
- L'actualisation des prix ;
- La date de facturation.

Une fois la facture déposée sur Chorus Pro, le titulaire devra obligatoirement transmettre l'accusé de dépôt, par mail, au chargé d'opérations travaux du CHUM avec le PV de réception signé joint.

10.3. ACOMPTES ET REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les projets de décomptes mensuels sont présentés conformément aux articles 12.1 et suivants du CCAG-Travaux.

Notamment, en application de l'article 12.1.3 du CCAG-Travaux, chaque projet de décompte mensuel comprendra les montants exécutés par phase.

En complément, un décompte général définitif sera établi pour chaque phase de travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans un délai de dix jours, ce projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas le décompte général et définitif.

Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

- Dispositions relatives à la cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au CHUM la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

- Dispositions relatives à la sous-traitance :

Après exécution des prestations par le sous-traitant agréé, ce dernier adresse sa facture au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé, pour validation.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse alors sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 11 – PENALITES

Pénalités de retard :

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.5 du CCAG-Travaux, tout retard d'exécution par le titulaire, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, par la pénalité suivante :

- En cas de retard d'exécution selon les échéances fixées au planning d'exécution contractuel, le titulaire subira une pénalité de **250 €** par jour calendaire de retard.

Autres pénalités :

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
Absence à une réunion de chantier sans justification	500 € par occurrence
Gêne du personnel soignant, des patients et du public, après une première information et avertissement	300 € / jour jusqu'à la fin de la gêne occasionnée
Non-respect des règles d'hygiène, de sécurité, de lutte contre les infections nosocomiales	300 € / jour et par ouvrier sur chantier jusqu'au rétablissement du respect des règles
Utilisation de matériels non conformes aux normes CE	500 € par occurrence
Défaut d'information à la maîtrise d'ouvrage, au SPS, à l'inspection du travail...	500 € par occurrence
Nettoyage non effectué	500 € par occurrence
Non-respect ou constat d'un incident en lien avec le non-respect des procédures de travaux en SS4	300 € / jour et par ouvrier sur chantier jusqu'au rétablissement du respect des règles

Par ailleurs, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à **10 % du montant du marché**, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224- 2 et L. 8224-5 du code du travail.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

12.1. PROVENANCE DES MATERIAUX

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-Travaux, le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG-Travaux, les normes visées au CCTP propre au lot sont celles en vigueur au 1er jour du mois de la date limite fixée pour la remise des offres.

12.2. PIQUETAGE GENERAL

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux, si le piquetage général n'a pas été exécuté avant la notification du marché, il est effectué par l'entrepreneur contradictoirement avec le maître d'œuvre.

12.3. PREPARATION DES TRAVAUX

Pour chaque lot, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est prévu une période de préparation de **1,5 mois (45 jours calendaires)** qui démarre à compter de la notification du marché.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, cette période n'est pas incluse dans le délai d'exécution des travaux.

Une période supplémentaire de 2 mois (60 jours calendaires) suivant la période de préparation est prévue pour les commandes et approvisionnements de matériaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

Par les soins du titulaire :

- Présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé (comprenant notamment le planning de remise des études) et du programme d'exécution des travaux, mis à jour en fonction de la date effective de démarrage des travaux, des délais d'approvisionnement des matériaux et produits, ainsi que des délais et point d'arrêts nécessaires aux contrôles et essais.
- Établissement du plan des installations de chantier, définissant notamment la position des accès, les emprises des zones de stockage, en fonction des prescriptions du plan général de coordination S.P.S.
- Établissement des plans d'exécution des ouvrages et des études de détail nécessaires au démarrage des travaux et de l'ensemble des documents listés au CCTP de chacun des lots.
- Établissement du planning de livraison des matériaux, permettant au laboratoire de contrôle le prélèvement des échantillons destinés aux vérifications.
- Fourniture des fiches techniques des produits, matériaux et composants soumis à l'agrément du Maître d'œuvre.
- Fourniture des sous-détails de prix, suivant les indications du maître d'ouvrage.
- Contrôles des matériaux et produits, soumis à l'agrément du maître d'œuvre.
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et du coordonnateur S.P.S. du programme d'exécution des travaux, précisant les matériels et les méthodes qui seront utilisés, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, dans les conditions définies à l'article 28.2 du CCAG Travaux.
- Établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26.12.1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris co-traitants et sous-traitants).
- Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) dix jours francs au moins avant le début des travaux.

Tous ces documents sont à fournir avant la fin du délai de la période de préparation.

Par les soins du coordonnateur S.P.S. :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément au décret n° 94-1159 du 26.12.1994

modifié.

Par les soins du maître d'œuvre :

- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution, après consultation des entreprises.

12.4. PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant être établis par l'entrepreneur sont soumis avec les notes de calcul correspondantes au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours ouvrés après leur réception.

12.5. CONTRÔLE ET COORDINATION DES TRAVAUX – REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'œuvre et en accord avec le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les entrepreneurs ou leurs représentants doivent obligatoirement assister à toutes les réunions auxquelles ils ont été convoqués. Ils doivent, en outre, assister à toutes les réunions fixées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, et le coordonnateur de sécurité.

12.6.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs sont définis dans le CCTP de chaque lot et à l'article 40 du CCAG-Travaux.

12.6.5. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution des travaux de chaque phase. Ils seront réalisés par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 13 – RECEPTION ET GARANTIES

13.1. RECEPTION

Les ouvrages font l'objet de réceptions partielles à l'achèvement des travaux de chaque phase dans les conditions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

La procédure de réception intervient dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG, en cas de défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception, la réception n'est pas réputée acquise et le titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de fixer une date.

En outre, par dérogation à l'article 41.3, le défaut de décision du maître d'ouvrage dans le délai de trente jours suivant la date de procès-verbal des opérations préalables à la réception n'impose pas au maître d'ouvrage les propositions du maître d'œuvre. Le titulaire met alors le maître d'ouvrage en demeure de se prononcer sur la réception.

13.2. ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES

Les essais et contrôles des ouvrages sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre, conformément à l'article 38 du CCAG-Travaux.

13.3. GARANTIES

Les travaux de l'ensemble des lots sont couverts par une garantie de parfait achèvement d'un **an (1 an)** à compter de la date de réception de la phase concernée.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G-Travaux.

Les équipements installés dans le cadre des travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de **deux (2) ans** à compter de la date de réception de la phase concernée.

Les travaux du lot n°1 sont également couverts par une garantie décennale de **dix (10) ans** à compter de la date de réception de la phase concernée.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, le montant de l'indemnité sera négocié avec le titulaire.

L'acheteur peut également résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers l'exécution des travaux prévus par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 16 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux, le CHUM et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CHUM doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHUM dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CHUM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

ARTICLE 17 – PROCEDURES DE RECOURS

Instance de règlement amiable des litiges :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) – Préfecture de Paris
5, rue Leblanc – 75911 - PARIS Cedex 15

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Introduction des recours :

- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

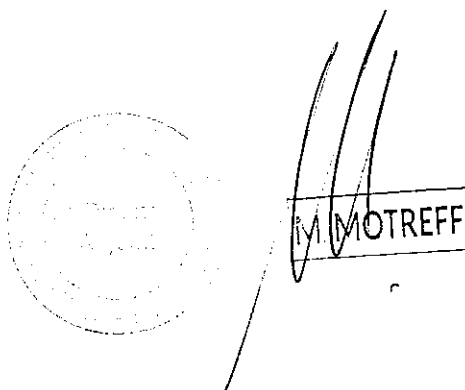
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations du présent CCAP au CCAG-Travaux sont listées ci-dessous :

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG-Travaux
2	4.1
4.1.1, 4.1.2, 4.1.3	18.1.1
4.3	53.1.1
10.3	12.4.4
11	12.2.1, 12.2.2, 12.2.3, 12.2.4, 12.2.5
12.1	21.1, 23.1
12.3	28.1
13.1	41.1.3, 41.3
14	50.4

Fort de France, le 04 AVR. 2025

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR,

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The signature is stylized and appears to be 'M. MOTREFF'. The circular stamp is partially obscured by the signature and a rectangular stamp that reads 'M. MOTREFF'.